## Interview d'António Vitorino: le soutien des Portugais à l'adhésion aux Communautés européennes (Lisbonne, 24 octobre 2007)

**Source:** Interview d'António Vitorino / ANTÓNIO VITORINO, Miriam Mateus, prise de vue : François Fabert.- Lisbonne: CVCE [Prod.], 24.10.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:01:33, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

## URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview\_d\_antonio\_vitorino\_le\_soutien\_des\_portugais\_a\_l\_adhesion\_aux\_communautes\_europeennes\_lisbonne\_24\_octobre\_2007-fre146722e-e6d1-487b-af33-b318f1727f29.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



## Interview d'António Vitorino: le soutien des Portugais à l'adhésion aux Communautés européennes (Lisbonne, 24 octobre 2007)

[Miriam Mateus] S'agissant de l'adhésion du Portugal aux Communautés européennes, quelle a été la position des partis politiques, éventuellement des syndicats et du patronat portugais par rapport à l'adhésion même?

[António Vitorino] Il convient peut-être de dire que, à mon avis, la première orientation fondamentale de l'adhésion au Portugal a été de nature politique. Nous vivions dans une démocratie instable, qui venait de sortir d'une longue période de dictature de 48 ans, une période perturbée, une période révolutionnaire de 1974 à 1975, suite à la chute du régime et, dans cette optique, l'adhésion à l'Union européenne, à ce moment-là aux Communautés européennes, a constitué une sorte de police d'assurance de la démocratie pluraliste au Portugal. Et les Portugais ont constaté qu'entrer dans l'Europe leur donnait cette garantie de stabilité démocratique et ensuite, naturellement, de manière complémentaire, des possibilités de développement économique, de meilleures conditions de vie et plus de bien-être pour les Portugais. Cela dit, à l'époque, la décision politique a reçu un large soutien de l'opinion publique, ainsi que des partis politiques. Excepté le Parti communiste portugais, ceux-ci ont tous voté en faveur de l'adhésion. Du côté des syndicats, on a connu une sorte de reproduction des divisions politiques, c'est-à-dire que la centrale syndicale liée au Parti communiste ou plus proche du Parti communiste s'est opposée à l'adhésion alors que les autres étaient pour. Au sein du patronat, la plupart des associations patronales étaient favorables à l'adhésion en 1986.

